

Analyses

Prix agricoles : une nouvelle inconnue pour la Méditerranée

L'économie mondiale est menacée par un nouveau phénomène, que les spécialistes ont baptisé "agflation", afin de désigner l'augmentation de l'inflation dérivant des prix agricoles. Depuis plusieurs années, le monde agricole proposait des produits alimentaires à bas coût, notamment les céréales. A tel point que dans les pays les plus riches, l'agriculture fut longtemps considérée comme un secteur à effet anti-inflationniste par excellence et a été soumise à une concurrence internationale intense et exclusive, reposant sur les prix. Depuis un an environ, les dynamiques ont fortement changé : en effet, les prix à la production des denrées de base ont subi une croissance rapide, avec pour conséquence des pertes d'équilibre sur le marché des produits alimentaires, des tensions dans les rapports entre opérateurs de la filière et la chute du pouvoir d'achat et de la confiance pour les consommateurs.

L'augmentation des prix agricoles

De nombreuses causes, à la fois conjoncturelles et structurelles, sont à la base de la croissance des prix des principaux produits agricoles sur les marchés internationaux. Schématiquement, quatre grands facteurs doivent être soulignés dans ce contexte :

- une campagne mouvementée au niveau mondial, causée par des conditions atmosphériques défavorables en Australie ou de faibles rendements au Canada, etc... ;
- la croissance démographique et surtout la croissance du revenu dans certaines économies asiatiques émergentes, avec pour effet immédiat un changement des habitudes alimentaires ;
- l'utilisation de produits agricoles (maïs, oléagineux) pour la production de biocarburants, dont la demande a augmenté de 2 % rien qu'en 2007 ;
- la hausse du prix du pétrole (avec des conséquences pour les transports, la consommation des machines agricoles, le prix des fertilisants, etc.).

Tous ces éléments impliquent non seulement une augmentation de la demande de produits agricoles mais également une contraction de l'offre, avec pour conséquence inéluctable une augmentation des prix. D'autre part, pour bien évaluer le phénomène, il faudrait prendre en compte la dévaluation du dollar par rapport aux autres devises, dans la mesure où le prix des produits agricoles est en général exprimé dans la monnaie américaine.

En 2007, les principaux produits agricoles ont subi une hausse considérable de leur prix au niveau international. Le blé et le soja ont augmenté principalement à partir du mois de juin, tandis que l'augmentation du prix du maïs a été plus contenue et retardée, notamment parce que, à la différence des deux autres produits, il avait déjà subi des augmentations significatives dès 2006. Le prix du blé a quasiment doublé de janvier à décembre 2007, en passant de 208 à 381 US\$ par tonne. De même pour le soja, dont le prix est passé de 306 dollars (janvier 2007) à 541 dollars la tonne en janvier 2008 (les principales cultures oléagineuses ont suivi la même tendance que le soja).

Au sommaire de ce numéro :

Dossier « *Hausse des prix agricoles : quelles répercussions en Méditerranée ?* »

- *Analyses*

« Prix agricoles : une nouvelle inconnue pour la Méditerranée », par Giulio Malorgio (Université de Bologne).

« Quand le coût de la dépendance alimentaire devient exorbitant », par Najib Akesbi (IAV Hassan II)

- *Statistiques sur le blé*

- *Interview*

Loek Boonekamp (OCDE)

Parution du rapport *Mediterra 2008*

Brèves

- La diète méditerranéenne à l'Unesco ?
- Distinction en Tunisie pour des recherches agronomiques
- Lancement de l'évaluation mondiale des forêts

Publications

Agenda

Dernières publications sur l'Observatoire

CIHEAM

Secrétariat Général

11 rue Newton
75116 Paris
France

+33(0)153239100

www.ciheam.org

La Lettre de veille du CIHEAM

Directeur
de la publication

Bertrand Hervieu
Secrétaire Général
CIHEAM

Rédacteur en chef

Sébastien Abis
CIHEAM

Comité scientifique

Elena Kagkou
CIHEAM

Martine Padilla
IAMM

Nicola Lamaddalena
IAMB

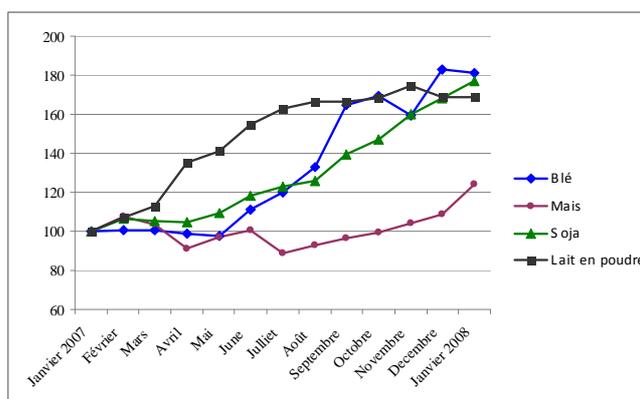
Antonio Lopez-Francos
IAMZ

Georges Baourakis
MAICH

Hassane Tili
CIHEAM

Le maïs en revanche a suivi une tendance différente, avec une baisse du prix durant la première moitié de l'année et une augmentation par la suite (minimum en juillet avec 146 US\$ par tonne, maximum en janvier 2008 à 204 US\$). Quant au prix du lait entier en poudre, il a présenté une augmentation très significative dès le début de l'année, avec une tendance à la stabilisation durant les derniers mois de 2007 (janvier 2007 de 2850 US\$ par tonne en janvier à 4975 US\$ en novembre). Le prix du beurre et du fromage a suivi la même tendance. L'augmentation du prix du lait dès les premiers mois de 2007 s'explique par l'augmentation des aliments pour animaux.

Figure 1
Indice des prix internationaux des principaux produits agricoles
(indice janvier 2007=100)



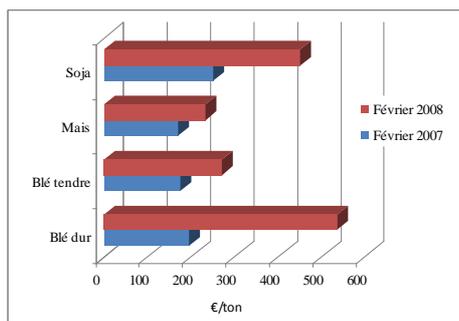
Base de données:
Blé: No.2 Hard Red Winter (Ordinary Protein) f.o.b. Gulf, US\$ per ton. Maïs: No.2 Yellow, Gulf, US\$ per ton. Soja: Rotterdam CIF, US\$ per tonn. Lait en poudre: Oceania Export Prices f.o.b., US\$ per tonn.

Source: FAO et USDA

Conséquences de cette dynamique haussière

Cette situation a de lourdes conséquences, notamment pour les pays importateurs nets de céréales et d'oléagineux comme l'Italie et les pays de la rive sud de la Méditerranée. Naturellement, de nombreux pays ont accusé une augmentation du coût de l'importation de ces produits, avec de fortes répercussions sur la balance commerciale. En 2007 par exemple, les importations de blé en Italie ont baissé de 13 % environ en quantité par rapport à l'année précédente, alors qu'elles ont augmenté de 16 % en valeur. Dans la péninsule, on enregistre par conséquent une baisse de la disponibilité interne des produits agricoles de base, phénomène constaté par ailleurs dans tous les pays européens et méditerranéens, avec de fortes répercussions sur le prix des dérivés (viande, pain, pâtes, lait, etc.), et par conséquent sur la consommation alimentaire. Enfin, la faible disponibilité des produits de base au niveau mondial rend difficile l'organisation et la gestion des processus d'approvisionnement et de garantie de disponibilité du produit par les Etats concernés, qui voient sensiblement diminuer leurs stocks stratégiques. On note ainsi, au plan global, une réduction des réserves mondiales de blé, de céréales fourragères et de soja de 2006/07 à 2007/08.

Figure 2
Les prix des céréales et du soja en Italie



Source: FAO et USDA

CIHEAM

Créé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale qui regroupe treize Etats du Bassin méditerranéen.

Le CIHEAM se structure autour d'un Secrétariat Général (Paris) et de quatre Instituts Agronomiques Méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse)

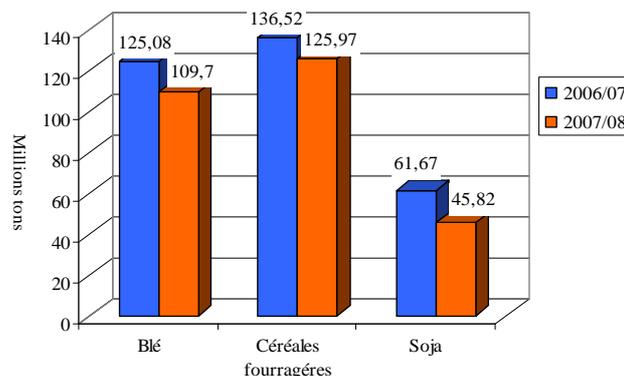
Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'impose comme une référence dans son domaine d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement rural durable en Méditerranée.

Actuellement, M. Abdelaziz Mougou et M. Bertrand Hervieu sont respectivement Président et Secrétaire général du CIHEAM.

L'augmentation du prix des produits agricoles se répercute sur les prix à la consommation des produits alimentaires, avec des conséquences immédiates sur le budget des ménages et des conséquences graves avant tout pour les familles défavorisées, étant donné que les produits concernés sont des produits de première nécessité, dont l'élasticité de consommation est finalement très faible. En effet, on se retrouve face à une augmentation simultanée du prix de tous les principaux produits agricoles et alimentaires, dont on imagine difficilement remplacer la consommation par des produits de substitution.

Une analyse rapide de certains pays de la rive sud et de la rive nord de la Méditerranée révèle que, l'année passée, l'indice des prix des produits alimentaires a subi une croissance supérieure à celle de l'indice général des prix et indique une poussée inflationniste causée très probablement par l'augmentation du prix des produits de base. Il convient d'observer que les ménages des pays méditerranéens du Sud dépensent une part beaucoup plus importante de leur revenu en produits alimentaires que les ménages des pays méditerranéens européens. L'analyse de la part des dépenses en pourcentage par catégorie de produits révèle en outre que les céréales et les graisses représentent une part conséquente des dépenses des ménages (notamment pour la Turquie, l'Égypte, et le Maroc).

Figure 3
Les stocks mondiaux



Source: FAO et USDA

Quelles politiques mises en œuvre ?

Les réactions à cette hausse des prix ne se sont pas faites attendre au niveau européen et méditerranéen. En effet, de nombreuses décisions politiques prises ces derniers mois peuvent être corrélées à l'augmentation des prix agricoles et alimentaires.

Fin 2007, l'Union européenne (UE) a supprimé la restitution à l'exportation pour le lait et d'autres produits laitiers. En décembre, les tarifs douaniers pour l'importation des céréales les plus importantes furent suspendus jusqu'à juin 2008. Par ailleurs, on note une augmentation des sollicitations pour une suppression rapide des quotas laitiers, prévoyant une augmentation progressive des quotas dans les différents pays à partir de 2009 jusqu'à leur démantèlement total en 2015. Enfin, la mise en culture des surfaces destinées à la jachère (dans le cadre du règlement communautaire de 1992 obligeant les agriculteurs à laisser en jachère au moins 10 % de la surface cultivée) a été décidée, sans qu'il soit pour cela nécessaire de renoncer aux primes européennes.

En Turquie, en août 2007, les associations industrielles ont pressé le gouvernement turc à réduire les droits de douane pour l'importation de graines et d'huile de tournesol et ont demandé la mise en place de bonus pour la production intérieure. Un mois plus tard, le gouvernement décida de baisser les tarifs douaniers pour l'importation de graines de tournesol et la majorité des huiles végétales. Simultanément, des quotas d'importation de produits alimentaires ont été établis, avec exonération totale de l'impôt à l'importation nommé « agricultural fund » (l'exonération comprend entre autres les aliments préparés à base de céréales, différents types de pains et de biscuits, et les céréales pour petit-déjeuner). En octobre, le ministre de l'Agriculture a modifié les normes sur les aliments pour animaux d'origine céréalière en facilitant l'importation. Enfin, en novembre, il a été décidé de réduire drastiquement les tarifs douaniers à l'importation de céréales et, de manière moins sensible, à l'importation de soja.

Au Maroc, en juin 2007, les tarifs douaniers à l'importation de blé (tendre et dur) ont été baissés au niveau le plus bas jamais connu. En septembre, pour lutter contre la spéculation durant le Ramadan, on a décidé de suspendre les impôts sur certains produits en gros (tomates, pommes de terre, oignons). En Tunisie, dès janvier 2007, le gouvernement baissa les tarifs douaniers à l'importation de céréales destinées à l'alimentation du bétail. En août, ne pouvant plus contrôler au moyen d'aides le prix des principaux produits alimentaires, le gouvernement a annoncé l'augmentation du prix du pain, de la semoule, des pâtes, du couscous et du lait. Le ministère de l'Agriculture étudie les moyens techniques de mener le pays à l'autosuffisance céréalière en intensifiant la production. En Égypte, en septembre, le gouvernement est intervenu pour augmenter les aides sur le pain (+52 % des dépenses) et en janvier 2008, il a déclaré l'arrêt des exportations de riz pour une durée indéterminée afin de lutter contre la hausse des prix à la consommation (probablement aggravée par la spéculation des commerçants).

De tout ceci, on peut déduire que l'augmentation des prix internationaux des céréales, des oléagineux et des produits laitiers a eu des conséquences en apparence similaires dans les pays du Sud et du Nord de la zone méditerranéenne. Ce constat ressort clairement si l'on compare les politiques économiques et agricoles de l'UE, du Maroc, de l'Égypte, de la Tunisie et de la Turquie. L'intervention la plus courante a été la réduction des droits de douane à l'importation de céréales (et d'huiles et d'oléagineux dans le cas de la Turquie). L'Égypte et la Tunisie, qui pratiquent encore des politiques d'aide à la consommation, ont rencontré d'autres difficultés. D'autre part, il convient de préciser que les problèmes les plus importants, et par conséquent les interventions les plus significatives, ont été rencontrés dans des pays comme le Maroc et la Turquie, qui ont dû non seulement faire face au renchérissement des produits au niveau mondial, mais ont également subi des baisses sensibles de production intérieure en raison de sécheresses prononcées.

Scénarios euro-méditerranéens

Les décisions prises par l'UE, à savoir l'augmentation cette année des surfaces cultivées en céréales (dont le résultat se monte à environ 4,7 % en plus par rapport à l'année précédente) et les prévisions de croissance de la production aux États-Unis, au Canada et en Australie, pourraient ralentir la course à la hausse et stabiliser un marché qui est actuellement faussé, entre autres, par des interventions spéculatives. Mariann Fischer-Boel, Commissaire européenne à l'Agriculture, fait remarquer que l'augmentation des prix à la consommation ne doit pas automatiquement être considérée comme étroitement liée à l'augmentation du prix des produits de base, mais, au contraire, à bien d'autres facteurs.

En effet, dans le cas du pain par exemple, étant donné que le prix du blé représente seulement 4 % du produit fini et qu'à partir d'un kilo de farine on produit 1,4 kg de pain, l'augmentation du prix du pain de 10 à 40 % en moyenne n'est pas toujours justifiée en fonction des pays ou des régions. Dans ce cas précis, de nombreux autres facteurs entrent alors en compte dans la définition du prix final, ce qu'une simple étude des différences de prix du pain entre le nord et le sud de l'Italie permet de vérifier facilement. Il en va de même pour l'augmentation du prix des produits laitiers, dont les effets dérivent d'actions combinées également liées à des phénomènes d'inefficacité de l'organisation économique de la filière et des processus de distribution.

Il est certain que l'augmentation des prix agricoles dans l'UE a généré un mécanisme de déséquilibre et de tension dans les rapports entre les opérateurs de la filière, mais aussi de méfiance entre les opérateurs et les consommateurs. Les processus de création de valeur ne découlent pas toujours d'intuitions stratégiques et innovantes liées au processus de production, mais d'une répartition inégale de la valeur ajoutée ayant pour origine une accentuation des phénomènes de concentration du pouvoir de négociation par certains opérateurs de la filière, dont les conséquences se répercutent alors sur la confiance des consommateurs et sur la chute du niveau de dépenses des ménages.

Il suffit d'observer que la fourchette entre les prix à la production et les prix à la consommation de nombreux produits agroalimentaires marque une augmentation comprise entre 300 et 500 %, principalement au bénéfice des phases en aval de la chaîne alimentaire. Dans de nombreux pays européens, l'une des initiatives visant à endiguer le phénomène consiste en la tentative, de la part de la grande distribution, des opérateurs de la filière et des organismes publics, au moyen d'accords de catégorie, de bloquer le prix des principaux produits alimentaires, pour éviter des effets de spéculation. Mais les résultats obtenus ne sont pas toujours manifestes.

Nouveau site Internet du CIHEAM

Pour répondre aux objectifs d'une politique de communication plus moderne et plus efficace, le CIHEAM ouvrira en juin 2008 son nouveau site Internet, entièrement reconfiguré et toujours plus dynamique.

Ce site offrira toutes les informations nécessaires sur les activités de formation, de recherche et de coopération menées par le CIHEAM et ses Instituts, sans oublier l'accès aux publications du Centre et à l'Observatoire, afin d'y trouver analyses et données sur les agricultures du monde méditerranéen.

Le site du CIHEAM est entièrement bilingue (anglais et français).

www.ciheam.org

D'autre part, la voie ouverte par la dernière réforme de la Politique agricole commune en 2003 ne semble pas la plus adaptée pour répondre aux nouvelles dynamiques des marchés agricoles. Le principe à la base de la réforme, à savoir le découplage des aides, a eu pour conséquence une réduction drastique des cultures dans de nombreux secteurs. Le cas le plus emblématique est celui du blé dur en Italie, qui, durant les deux premières années d'application de la réforme, a perdu un tiers de sa surface. Quoi qu'il en soit, le scénario actuel est préoccupant. Il existe au niveau européen un besoin de réflexion approfondie sur la politique agricole, notamment pour ce qui concerne les approvisionnements en quantité et en qualité suffisantes. Cette question des approvisionnements revêt une importance primordiale non seulement pour satisfaire les exigences des consommateurs, mais également pour donner des certitudes aux producteurs agricoles. D'où l'opportunité d'un plan adapté qui prévoit également une nouvelle disponibilité de protéines végétales pour l'alimentation animale. Il convient de tenir compte du fait que la croissance des prix ne devrait pas continuer à long terme, mais ne s'atténuera pas de façon à réduire les cours au niveau des années passées. L'offre, sollicitée par les prix, augmentera certainement, baissant ainsi les cours. Nous devons observer, durant les années à venir, dans quelle mesure l'offre mondiale tient le rythme de la demande, en forte croissance non seulement en Inde et en Chine, mais dans le monde entier.

À ce stade, il faudrait peut-être envisager un moratoire de la politique européenne concernant le soutien des productions agricoles à but énergétique. La production de biocarburant est en train de saper les fondations du marché mondial pour certains produits essentiels à la chaîne alimentaire humaine, notamment les céréales et les huiles végétales. Étant donné la demande croissante en biocarburants et les importantes aides publiques octroyées par de nombreux gouvernements (notamment aux États-Unis et dans l'UE), de nombreux agriculteurs ont préféré orienter leurs terres aux cultures servant à produire de l'éthanol ou du biodiesel, abandonnant ainsi le marché alimentaire pour celui de l'énergétique. Résultat, ils ont soustrait leur production à la consommation alimentaire, pour laquelle la demande subit cependant une forte augmentation. Aux États-Unis, par rapport à 2006, 30 millions de tonnes de maïs en plus ont été destinées à la production de biocarburants en 2007. Par ailleurs, une grande partie du monde en voie de développement exige plus de protéines et de calories, signe sans équivoque d'une expansion économique qui améliore le niveau de vie : en 1985, un chinois consommait 20 kg de viande par an, mais en 2007, la consommation par personne a dépassé 50 kg.

L'effet combiné de cette double demande sur les prix est immédiat, entre autres parce qu'un kilo de viande de bœuf nécessite sept kilos de céréales. Ne parlons pas des ambiguïtés existantes sur le bilan énergétique effectif des biocarburants, c'est à dire l'énergie nette effectivement obtenue après déduction de l'énergie consommée pour les produire. Ne parlons pas non plus de l'impact sur les ressources naturelles, si l'on considère qu'un litre de bioéthanol nécessite 4000 litres d'eau. Il est manifeste que les prix plus élevés représentent un problème pour les pays importateurs nets de produits alimentaires et pour les catégories de revenu plus faibles des zones urbaines. En outre, si l'augmentation du prix des matières de base causée par l'augmentation de la production de biocarburant va au bénéfice des producteurs de ce dernier, elle se traduit en revanche en coûts supplémentaires et en baisse de revenus pour les agriculteurs qui ont besoin de ces produits comme fourrage pour le bétail.

Les conséquences de la hausse des prix, si elle persiste et reste incontrôlée, pourraient mener à un appauvrissement des classes moyennes, à l'instabilité politique, à une recherche exaspérée de l'autosuffisance alimentaire nationale et par conséquent à l'intensification et à l'exploitation à outrance des ressources naturelles avec des répercussions sur l'équilibre socio-économique et environnemental. Pour éviter les effets spéculatifs, et avant tout rétablir un certain équilibre des forces économiques et du marché, on devrait intervenir sur toute la filière pour pouvoir définir et organiser les processus de production et commerciaux de façon efficace et équitable, et par conséquent encourager une meilleure transparence des prix.

Étant donnée la dimension internationale du phénomène, les instruments nécessaires pour endiguer la situation ne sauraient être uniquement nationaux, mais nécessitent des initiatives et des interventions de nature globale, affrontées sous forme intégrée et collaborative. C'est le cas en Méditerranée, où les coopérations doivent se développer entre les zones du Sud-Est et celles du Nord. Visant à élargir la base productive et suivant une logique de régionalisation non seulement commerciale mais également politique et institutionnelle, ces coopérations pourraient faciliter des formes plus efficaces de programmation et de gestion des ressources, créer les conditions nécessaires à une meilleure sécurité alimentaire, garantir une répartition plus équitable des richesses et permettre une accélération stratégique du processus tant invoqué de libéralisation des marchés.

Giulio Malorgio

Economiste, Professeur à l'Université de Bologne (Italie)

Quand le coût de la dépendance alimentaire devient exorbitant en Méditerranée...

L'un des traits communs à la plupart des pays de l'est et du sud de la Méditerranée est leur situation de dépendance alimentaire chronique. S'ils sont quelque fois exportateurs de légumes, fruits, voire huile d'olive et autres produits agroalimentaires transformés, ils sont pratiquement toujours importateurs de denrées alimentaires de base, dits stratégiques, tels les céréales, le sucre, les huiles végétales, les viandes, les produits laitiers...

Cet état de fait est le produit d'une évolution sur plusieurs décennies marquée par des choix et des politiques qui n'ont pas recherché une adéquation acceptable entre la production agricole et les modèles de consommation adoptés progressivement par les populations. Un divorce s'est ainsi installé entre offre et demande internes de produits alimentaires, de sorte que le recours au marché international est allé croissant, pour résorber les excédents ou, surtout, combler les déficits. Ce sont en tout cas ces derniers qui suscitent aujourd'hui les plus grandes inquiétudes, alors que c'est à son tour « l'offre externe » qui pose problème, à travers des cours mondiaux de plus en plus élevés, peut-être demain des difficultés pour le simple accès à une alimentation de base, tout à fait vitale pour la population.

Contentons-nous pour l'instant de constater que la flambée actuelle des prix des produits alimentaires sur les marchés mondiaux pose avant tout des problèmes de coût d'accès à l'alimentation, ce qui nous met déjà de plein pied au cœur de la question de la sécurité alimentaire, selon la définition même qui en est donnée par la FAO. Au niveau des Etats, les « factures alimentaires » explosent et leur impact sur les balances des échanges extérieurs devient difficilement supportable. Même lorsque les exportations progressent quelque peu, elles s'avèrent très insuffisantes pour éviter le creusement des déficits à des niveaux souvent inédits. Mais au-delà de cet aspect, somme toute connu, un autre, impliquant les finances publiques d'une part, et le pouvoir d'achat d'autre part (et donc l'accessibilité à l'alimentation d'une bonne partie de la population) mérite une attention particulière, tant la problématique qu'il soulève apparaît complexe, et très difficile à surmonter.

Un mécanisme financier vulnérable

En effet, il faut savoir que les produits alimentaires de base les plus importants bénéficient depuis plusieurs décennies de politiques des prix volontaristes fortement soutenues par des transferts de ressources publiques conséquents. Pour remonter seulement aux années 1970, il faut rappeler que, alors que les cours mondiaux des produits agricoles avaient déjà fortement augmenté, dans le sillage du premier « choc pétrolier » de 1973, les prix intérieurs à la production aussi étaient régulièrement relevés, l'idée prévalant à l'époque étant que des prix « rémunérateurs » étaient le meilleur moyen d'inciter les agriculteurs à se moderniser et améliorer leur productivité. Le problème est que, répercutées à l'aval, ces hausses à l'amont se heurtaient aux limites du pouvoir d'achat des consommateurs, surtout urbains. Le risque n'était pas seulement social, mais aussi économique puisque, depuis Ricardo au moins (théorie des biens salariaux), on savait la relation entre la hausse des prix des produits alimentaires et le niveau des salaires, et partant, le coût de la main d'œuvre. Or pour des pays qui portaient tous leurs espoirs sur les stratégies de « promotion des exportations », une telle perspective ne pouvait manquer d'handicaper sérieusement une compétitivité au demeurant largement fondée sur le coût de la force du travail précisément.

Comment dans ces conditions concilier des intérêts et des objectifs aussi contradictoires ? Comment soutenir des prix élevés à l'amont de la chaîne de valeur, et éviter d'en répercuter le coût sur les consommateurs ? C'est là que l'Etat devait intervenir avec ses subventions dites « à la consommation », pour prendre en charge le différentiel salvateur... Se mettait ainsi en place un mode de régulation par les finances publiques à travers lequel l'Etat tentait de « prendre sur lui » le coût d'un certain équilibre social compatible avec les contraintes de l'ouverture et de la compétition internationale.

Avec les politiques d'ajustement structurel des années 1980 et le désengagement de l'Etat qui allait s'en suivre, ce modèle sera partiellement remis en cause. Dans les discours, on ne jurera plus que par la supériorité du marché et la nécessaire « vérité des prix », mais dans les faits, on constatera l'incapacité persistante des agricultures nationales à satisfaire les besoins alimentaires des populations (d'où une dépendance alimentaire croissante), et de surcroît, on s'apercevra que le système des subventions aux produits de base a généré, certes sous différentes formes selon les pays, des effets pervers et alimenté des situations de rente au profit d'une minorité d'« intermédiaires » désormais constitués en lobbies assez puissants pour imposer la préservation de leurs intérêts. Une situation déjà assez complexe mais qui le sera encore plus lorsque les quelques tentatives çà et là de relèvement des prix des produits concernés conduiront fatalement à de graves troubles sociaux et de mémorables « émeutes de la faim »... Devenu ultra-sensible, ce dossier ne cesse depuis de susciter auprès des gouvernants qui en sont responsables crainte, méfiance et extrême prudence.

Finalement, les « compromis » laborieusement trouvés ont consisté à contenir le système dans des limites financièrement supportables pour les budgets des Etats mais sans jamais ni le supprimer totalement ni le réformer pleinement (ces modalités de désengagement partiel prendront différentes formes selon les situations et les pays: libéralisation de tel ou tel produit jugé "moins vital" que d'autres, plafonnement du montant de la subvention, limitation des quantités subventionnées...). Il faut dire que la baisse des cours mondiaux qui s'installera durablement jusqu'au milieu des années 2000 facilitera les choses, en permettant aux pouvoirs publics et à leurs « conseillers » dans les institutions financières internationales de faire preuve d'un aveuglement et d'une irresponsabilité dont nous mesurons aujourd'hui les conséquences et commençons à payer le prix.

Les effets actuels d'un système devenu obsolète

Le premier aspect a trait à l'illusion financière créée par la faiblesse des cours mondiaux. Si la mise en œuvre des engagements de l'Accord de Marrakech de 1994 (GATT/OMC) eut notamment pour effet la libéralisation des importations par la suppression de toute protection non tarifaire, elle permit néanmoins le maintien d'une protection tarifaire suffisante grâce à l'institution d'équivalents tarifaires conséquents. Or, dans un contexte de cours mondiaux nettement inférieurs aux prix intérieurs, et d'accroissement des importations alimentaires, ces équivalents tarifaires étaient devenus des sources de revenus substantiels pour les Etats, contribuant ainsi à réduire considérablement la charge pour les finances publiques des subventions aux denrées en question (ramenant souvent leur coût net en dessous de 1% du PIB). En dédramatisant la dimension financière du système des subventions, cette « rente de dépendance alimentaire » allait neutraliser toute velléité de réforme : pourquoi se risquer sur un dossier aussi sensible alors qu'il ne coûte plus grand chose au budget de l'Etat ? Quelque fois, des cyniques ont été jusqu'à se réjouir d'une mauvaise récolte, puisque cela signifiait plus d'importations, et donc plus d'équivalents tarifaires...

L'autre aveuglement se situe un peu à mi-chemin entre ce cynisme financier et le dogmatisme libre-échangiste le moins avisé. En effet, c'est dans ce même contexte qu'on vit fleurir les vœux les plus courtes sur la « sécurité alimentaire ». De doctes experts internationaux nous expliquèrent que la souveraineté alimentaire était une idée désuète, et que en revanche, la sécurité alimentaire pouvait désormais être obtenue à tout moment sur le marché mondial ; il suffisait pour cela de disposer d'un « matelas de devises » suffisant ! Tout le monde y gagnait, les gros exportateurs mondiaux bien dotés en « avantages comparatifs », les consommateurs de nos pays ainsi nourris à bas prix, nos Etats gratifiés de recettes douanières d'autant plus précieuses qu'elles permettaient de continuer à soutenir un système de subvention devenu peu coûteux, bref le « bien-être mondial » et le gagnant-gagnant intégral...

Aujourd'hui, avec une situation totalement retournée, on apprécie mieux les conséquences de tels choix. Alors que la dépendance à l'égard des importations alimentaires est plus forte que jamais, et que les systèmes de subvention des produits de base ont gardé leurs tares intactes, voilà que les cours mondiaux s'enflamment et avec eux s'enclenche une véritable descente aux enfers. Pour les Etats, non seulement les recettes douanières ont fondu comme neige sous le soleil, mais les charges de « compensation » atteignent des sommets, annonceurs de jours difficiles pour leurs équilibres budgétaires. Pour les consommateurs, les quelques produits encore subventionnés, et pour importants qu'ils soient, n'empêchent en rien des hausses vertigineuses des prix de la plupart des produits alimentaires, ce qui alourdit brutalement leur coût de la vie et dégrade dangereusement leur pouvoir d'achat. A nouveau le climat social se tend, les mouvements revendicatifs se multiplient, et déjà dans de multiples localités, comme dans la petite ville de Sefrou, dans le nord du Maroc, de nouvelles « émeutes de la faim » éclatent...

Réflexions sur l'action future

Que faire ? Si tout le monde s'accord aujourd'hui pour reconnaître que le système des subventions des produits alimentaires de base a généralement été détourné de ses objectifs initiaux, bénéficiant moins à ceux qui en ont vraiment besoin qu'à ceux qui peuvent s'en passer, personne n'ose encore lui opposer une alternative plus efficace et plus équitable. En attendant, le coût budgétaire du maintien du statu-quo alors que les cours mondiaux continuent de monter apparaît exorbitant. Jusqu'à quand est-ce supportable ?

L'impasse n'est pas seulement financière mais également économique et sociale. Ainsi, convenons d'abord que pour la plupart des pays de l'est et du sud de la Méditerranée, le problème de la « compétitivité par les salaires » reste crucial pour deux raisons au moins : la première est liée à la nature et à la structure de leurs exportations, largement dominées par des produits « labor intensive », et la seconde a trait à la logique de la compétition internationale imposée aujourd'hui par les pays, notamment asiatiques, pratiquant le dumping salarial.

IAM Bari

L'IAM Bari organise, en partenariat avec d'autres Institutions, la 5ème conférence internationale sur la dégradation des sols, du 18 au 22 septembre 2008.

L'objectif de cette rencontre sera d'examiner les moyens à mettre en œuvre pour dépasser les analyses de diagnostic afin de passer à la formulation d'actions concrètes en matière de ressources foncières agricoles.

Information

<http://www.iamb.it/5ICLD/>

Or de ce point de vue, la fonction « primaire » des subventions à la consommation, celle des « biens salariaux », reste pour une grande part pertinente. En abaissant le coût d'accès à des denrées alimentaires de base, elles contribuent indéniablement à éviter une forte pression à la hausse du coût de la force de travail. On peut en tout cas difficilement imaginer la suppression de ces subventions sans remise en cause du niveau actuel des rémunérations. Le dilemme devient alors le suivant : faut-il continuer à parier sur la libéralisation des échanges et l'intégration « gagnante » dans la dynamique de la mondialisation, et en même temps courir le risque d'handicaper ainsi ce qui reste le principal avantage comparatif de ces pays ? Pourra-t-on se passer d'un mode de régulation pris en charge par l'Etat sans être en mesure de lui substituer un autre, assumé par le marché ?

Pour sa part, la dimension sociale reste évidemment majeure dans des pays où les inégalités demeurent considérables et la pauvreté encore répandue. Si le système de subvention à la consommation de certaines denrées alimentaires de base semble à plusieurs égards critiquable, on ne voit pas encore très bien par quel système, plus juste, moins pervers, et compatible avec les moyens des pays en question, il peut être remplacé. Le système des « aides ciblées », présenté un temps comme une solution alternative par certains, ne semble encore avoir démontré ni son efficacité ni même quelquefois sa simple faisabilité. Quant au système des aides directes aux revenus (au demeurant pratiquement le seul encore autorisé dans le cadre des règles de l'OMC), son principal inconvénient est d'être trop coûteux, au-dessus des moyens, de certains pays du moins... A moins que cette alternative devienne réalité, on se retrouve devant un dilemme saisissant : comment vouloir à la fois lutter contre la pauvreté, promouvoir le développement humain, et « en finir » avec le seul système qui ait pu jusqu'à présent permettre aux pauvres d'accéder à une alimentation de base à des coûts plus ou moins en rapport avec leur pouvoir d'achat ?

On sait que la hausse actuelle des cours mondiaux est durable. Les solutions à inventer devraient l'être aussi. Elles devraient s'inscrire au moins dans une double perspective. Premièrement, il conviendrait de réhabiliter la notion de souveraineté alimentaire et l'enrichir d'une dimension régionale et collective. Deuxièmement, il faudrait repenser l'ensemble des systèmes redistributifs afin d'assurer, par une solidarité active, un niveau de vie décent à ceux qui en ont besoin.

Najib Akesbi

Economiste, Professeur à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat (Maroc)

Parution - *Mediterra* 2008

Mediterra 2008 porte sur les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée. Ce nouveau rapport annuel du CIHEAM propose en effet une prospective de la situation agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée à l'horizon 2020. Cet ouvrage paraît dans un contexte marqué à la fois par le retour de l'agriculture sur le devant de la scène internationale et par la relance du débat politique sur la Méditerranée.

Mediterra 2008 souligne ainsi le rôle stratégique et la dimension multisectorielle de l'agriculture en Méditerranée, à travers un diagnostic des dynamiques à l'oeuvre et l'identification de chantiers prioritaires dans la région, pour y construire l'avenir. Fort de ces analyses pluridisciplinaires, le rapport propose quatre scénarios globaux à l'horizon 2020.

Destiné aux responsables politiques et professionnels du monde euro-méditerranéen, Mediterra 2008 offre une base de discussion et d'aide à la décision, plaidant finalement pour l'émergence d'une solidarité agricole, alimentaire et environnementale entre l'Europe et la Méditerranée.

Mediterra 2008 vient de paraître en anglais et en français. Il sera prochainement disponible en espagnol, en italien puis en arabe.



Commander Mediterra 2008

Les Presses de Sciences-Po
117 boulevard Saint-Germain - 75006 Paris - France
www.pressessciencespo.fr - presses@sciences-po.fr

Statistiques sur le blé

Le blé est un produit stratégique pour bon nombre de pays méditerranéens. Or les stocks mondiaux sont à leur niveau le plus faible, par rapport à la consommation, depuis la décennie 1960. Différents facteurs, décrits dans les analyses précédentes, expliquent cette situation de tensions croissantes sur le marché des céréales. En 2007, le prix du blé à l'exportation avait augmenté de 30% par rapport à 2006, alourdissant ainsi la facture alimentaire de pays importateurs nets en denrées de base. Il faut ici souligner que l'Algérie, l'Égypte et le Maroc figurent parmi les dix plus grands importateurs mondiaux de blé (15% à eux trois). Si le volume de leurs importations n'a pas véritablement augmenté depuis cinq ans, à l'exception du Maroc, en revanche, le montant économique à régler pour ces approvisionnements en blé a explosé, puisque nous sommes passés de 150\$ la tonne en 2003 à 380\$ fin 2007. Et en 2008, les prix continuent de grimper encore plus vite. Cette hausse se traduit ces derniers mois par des manifestations de contestation, avec un accès au pain de plus en plus difficile, traduisant un sentiment de pénuries alimentaires.

Chiffres sur le maïs

Sur la seule année 2007, le prix du maïs a augmenté de 55%. Les stocks mondiaux sont au plus bas depuis un quart de siècle. Les Etats-Unis, premier producteur mondial devant la Chine, le Brésil et l'Union européenne, assurent les deux-tiers des exportations mondiales de maïs.

Or, même si en 2007, les Etats-Unis ont augmenté de 25% leur production de maïs, un quart de cette production fut directement utilisée pour fabriquer de l'éthanol. Cette éviction de cultures alimentaires vers des cultures énergétiques contribue en partie à tirer vers le haut le prix du maïs, étant donné que la demande mondiale continue de croître.

En Méditerranée, deux pays figurent parmi les dix plus gros importateurs mondiaux de maïs : l'Égypte et l'Algérie. Ces deux pays ont polarisé 7% des importations mondiales de maïs en 2007 (contre 10% en 2004).

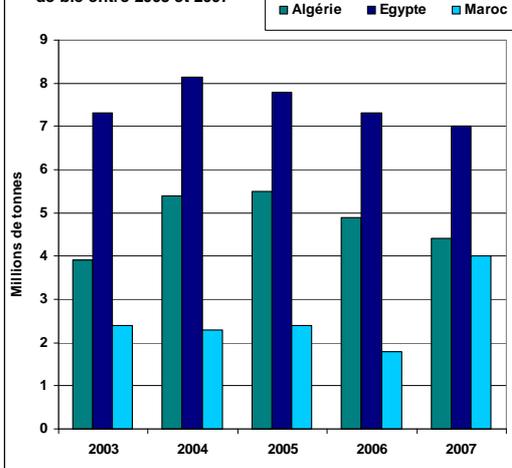
Sources :

USDA, 2007

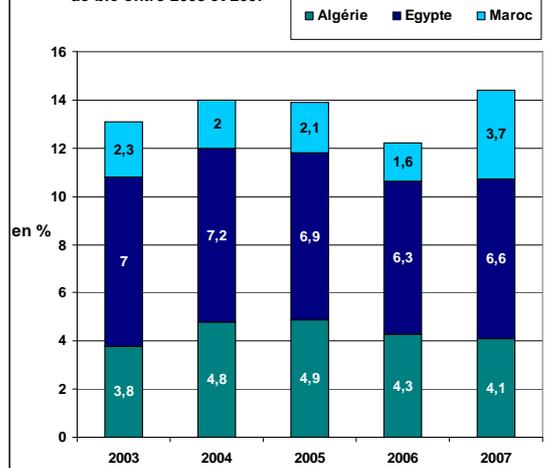
Evolution des importations de blé (en millions de tonnes)

	2003	2004	2005	2006	2007	Moyenne annuelle (2003-2007)
Algérie	3,9	5,4	5,5	4,9	4,4	4,8
Egypte	7,3	8,15	7,8	7,3	7	7,5
Maroc	2,4	2,3	2,4	1,8	4	2,6
Total	13,6	15,85	15,7	14	15,4	14,9
Monde	103,5	112,7	113,3	115	106,8	110,3

Evolution du volume importé de blé entre 2003 et 2007



Part dans les importations mondiales de blé entre 2003 et 2007



Evolution de la consommation interne en blé (en millions de tonnes)

	2003	2004	2005	2006	2007	Variation sur la période 2003-2007
Algérie	6,8	7,3	7,5	7,65	7,75	14,0%
Egypte	13,3	14,2	14,8	15,45	15,9	19,6%
Maroc	6,4	6,6	6,8	7,15	7,15	11,7%
Total	26,5	28,1	29,1	30,25	30,8	16,2%
Monde	588,4	608,6	624,4	617,2	617,6	5,0%

Dossier statistique préparé par Sébastien Abis (CIHEAM)

Sources :
Nos calculs, sur la base des chiffres fournis dans "Grain: world markets and trade", USDA, December 2007

Interview

Loek Boonekamp, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE

Q- Quels sont les facteurs ayant contribué récemment, de manière substantielle, à la flambée des matières premières agricoles ?

De manière générale, je crois qu'il faut distinguer entre les facteurs à court terme et les facteurs à long terme. A court terme, il y a eu certainement de mauvaises récoltes dans certains pays de l'OCDE mais également dans d'autres pays, au cours des trois dernières années. Pour les céréales, les prix ont été tirés vers le haut à cause de ce facteur et compte tenu d'un contexte où les stocks ont été très bas, notamment pour les blés et les céréales secondaires. Cette pénurie enregistrée sur les marchés des céréales auraient tiré les prix vers le haut, de toute façon. Cette augmentation des prix a conduit à un transfert d'une partie des terres réservées d'habitude aux oléagineux vers la production des céréales. Cela a coupé court à l'augmentation de la production des oléagineux et a eu du coup un effet sur leurs prix revus donc à la hausse. En ce qui concerne les facteurs à long terme, on peut penser à l'augmentation de la demande et à la croissance économique dans les pays émergents et dans certains pays en développement. Cela se traduit par conséquent par l'augmentation de leurs importations céréalières. On assiste de plus en plus, dans ces pays, à un changement de diététique vers des produits animaliers et cela augmente davantage la demande pour les céréales fourragères. Un autre facteur, non moins important de la hausse des matières premières agricoles : la forte croissance de la production du bioéthanol à partir des céréales, des oléagineux et du sucre. Tous ces facteurs nous ont amené à estimer que les prix pourraient se situer, au cours des dix prochaines années, à des niveaux supérieurs de 20 à 40 % à la moyenne des dix dernières années.

Q- A qui profite aujourd'hui l'envolée de ces produits agricoles dans les pays du Nord et les pays du Sud de manière générale ?

Quand on produit des céréales ou des oléagineux et même du sucre et des produits laitiers ou quand on est producteur tout simplement, on aime bien que les prix soient élevés. Donc les producteurs de céréales et d'oléagineux sont les premiers à profiter de ces prix très élevés. En revanche, quand on est utilisateur de ces matières premières, soit dans le secteur agricole, soit en tant que consommateur, l'on a affaire à des coûts plus élevés. C'est effectivement le cas, par exemple, des producteurs d'animaux et ceux du lait. Les consommateurs sont aussi confrontés à des coûts de produits au détail qui sont plus élevés. Il faut donc faire une différenciation assez importante entre pays. Dans les pays très riches, l'alimentation occupe une partie assez restreinte des revenus, donc des dépenses. Mais dans les pays pauvres, cette proportion est nettement plus importante. Dans les pays riches, celle-ci se situe aux alentours de 25 %, tout en sachant qu'elle ne représente dans certains des pays du Nord que 10 % des dépenses ménagères.

La situation est évidemment différente dans les pays du Sud. Plus les pays sont pauvres, plus la partie des dépenses réservée à l'alimentation est grande. Cela peut se traduire par des proportions allant de 50 à 70 % des revenus. Aussi les consommateurs dans ces pays sont-ils beaucoup plus touchés que ceux des pays de l'OCDE où il y a évidemment des personnes plus riches et plus pauvres aussi. Mais dans les pays en développement et surtout dans les pays les plus pauvres, les impacts sont plus importants. Bref, ceux qui sont affectés plus que les autres par la flambée des prix des matières premières agricoles sont les consommateurs pauvres et surtout les consommateurs pauvres dans les pays pauvres et importateurs net en aliments. A propos de ceux qui peuvent en tirer bénéfice, j'ai parlé tout particulièrement des producteurs de céréales et d'oléagineux dans les pays du Nord. Je tiens à préciser ici que ceux qui pratiquent les mêmes cultures dans les pays pauvres peuvent bénéficier eux aussi de la hausse des prix sur le marché international, dans la mesure où ils sont connectés à ces marchés, dont l'impact peut être important sur les revenus ruraux. Le tableau brossé ainsi n'est donc ni noir ni blanc en définitive.

Q- Comment pourra évoluer, à votre avis, la tendance actuelle des prix à court et moyen terme, notamment ceux des céréales, des produits laitiers et des viandes ?

Je crois qu'une grande partie de la flambée des prix actuellement est due à des facteurs dont l'impact se mesure surtout à court terme. C'est le cas, par exemple, du manque, ces dernières années, de précipitations dans certains pays où les conditions climatiques pourront changer favorablement. On s'attend donc à une hausse de la production dans des pays ayant été affectés par la sécheresse et qui sont d'habitude plus présents que d'autres sur le marché international des produits agricoles.

IAM Chania

L'IAM Chania organise, en collaboration avec l'Institut des forêts européennes (EFI), une université d'été du 23 au 29 juin 2008.

Le thème portera sur le rôle écologique et physiologique de l'eau au sein des forêts méditerranéennes.

Information

www.maich.gr

IAM Montpellier

A l'occasion du 15^{ème} anniversaire de la fondation de la Faculté des Sciences Économiques et Administratives de l'Université Akdeniz d'Antalya, l'Université Akdeniz et le CIHEAM-IAMM ont organisé du 24 au 26 avril 2008 un séminaire international portant sur "les produits du terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens" à Antalya (Turquie).

Cette rencontre a rassemblé une centaine de participants d'une dizaine de pays de l'Europe et de la Méditerranée en présence de membres invités de plusieurs organisations internationales et nationales.

www.iamm.fr

Il faut rappeler, à cet égard, que les prix agricoles ont toujours été variables et qu'ils le resteront. Il n'est donc pas exclu qu'on assiste à une chute des prix à court terme. Quand on regarde d'ailleurs l'évolution des prix agricoles à très long terme, au cours des dernières cinquante ou soixante années, on s'aperçoit qu'ils sont en train de baisser en termes réels. Pour résumer, disons que les prix pourront baisser mais qu'il resteront très variables sur un niveau moyen plus élevé que par le passé, suite surtout à la forte demande actuelle pour satisfaire les besoins des consommateurs dans les pays émergents et certains pays du Sud et à la faveur de l'engouement pour les biocarburants.

Q- Au-delà du débat actuel sur les conséquences écologiques des biocarburants, certains pensent que cette nouvelle source d'énergie représente une chance pour les producteurs. D'autres estiment que cette option ne peut que renforcer l'insécurité alimentaire. Il est ceux enfin qui considèrent que l'industrie naissante des biocarburants, responsable en partie de l'envolée des matières agricoles, aura du mal à suivre si la hausse persiste. Comment vous situez-vous par rapport à ces thèses ?

Tout d'abord, je dois dire que dans les pays situés dans l'hémisphère Nord, il n'y aura pas de biocarburant sans soutien gouvernemental. La production des biocarburants, même avec des prix à 100 dollars le baril de pétrole, n'est pas économiquement viable. Donc, quand on assiste à cette forte croissance de production de biocarburant, c'est en très grande partie en raison du soutien des gouvernements à ce secteur par plusieurs biais. Pourquoi le secteur de biocarburant est-il fortement soutenu ? On peut identifier trois raisons principales.

La première raison est que le biocarburant serait un carburant « vert » et donc très bon pour l'environnement. En réalité, quand on remplace l'essence et le pétrole normal par le biocarburant, on va réduire le CO₂ mais pas dans des quantités escomptées. Il va y avoir une réduction limitée de ce gaz responsable en partie de l'effet de serre pour la plupart des pays et pour la plupart des produits utilisés. En plus, l'utilisation de terres réservées d'habitude à la production d'aliments destinés à l'homme ou à des animaux pour la production de biocarburant pourrait influencer négativement sur la qualité des terres. On s'aperçoit donc qu'on est loin des objectifs environnementaux escomptés. Deuxième raison : on dit que les biocarburants nous donnent une source énergétique alternative. Là aussi, les résultats obtenus à cet effet ne doivent pas être exagérés. Compte tenu des technologies que nous utilisons actuellement, la densité énergétique des céréales demeure faible. Aussi sommes-nous obligés de recourir à d'énormes superficies pour produire du carburant vert en des quantités relativement faibles. Troisième élément d'explication: la production de biocarburants serait bonne pour les revenus agricoles. Certes, cela peut arranger certains producteurs agricoles. Mais il est difficile d'appliquer ce constat à l'ensemble des pays en développement. C'est la raison pour laquelle nous disons, pour le moment, car nous sommes en train de travailler sur la question, que les politiques publiques mises en place dans certains pays membres de l'OCDE, à l'égard des biocarburants, ne sont probablement pas les meilleurs politiques à adopter en matière d'énergie. Si nous visons, en effet, à travers les biocarburants, la diminution du CO₂, nous pourrions faire des progrès plus rapides et plus importants pour atteindre un tel objectif, en considérant plus la demande. Par exemple par la production de voitures moins gourmandes en énergie ou en incitant les gens à mieux isoler leurs maisons. Les fonds publics pourraient également mieux être utilisés pour le développement des énergies de deuxième génération. C'est sur ces thématiques que nous sommes en train de travailler en ce moment.

Q- La sécurité alimentaire préoccupe beaucoup les pays du Sud. Comment peut-on parvenir, sinon à résoudre le problème du moins à atténuer les craintes des populations fragilisées dans ces pays, par rapport à cette question ?

Les possibilités d'utiliser de nouvelles terres pour produire des aliments existent. Cela veut dire que les possibilités d'augmenter les quantités de denrées alimentaires dans le monde sont vraiment réelles. Mais quand on résonne sur le long terme, on s'aperçoit que ces augmentations seront un peu moins rapides que par le passé. Quoiqu'il en soit, selon nos projections par rapport à la prochaine décennie, nous croyons qu'il y aura suffisamment de ressources disponibles pour produire suffisamment d'aliments, même si la situation alimentaire des populations pauvres, notamment dans les pays du Sud, peut-être plus difficile. A moyen terme donc, on ne peut pas logiquement souscrire à la thèse d'une vraie pénurie prolongée en ce qui concerne les denrées alimentaires de base. Mais quand on regarde à plus long terme, il est vraiment difficile d'affiner des projections pour plusieurs raisons dont la complexité du sujet lui-même et l'impact de certains facteurs très importants tels que les changements climatiques et le manque d'eau sur le secteur agricole.

Entretien conduit par Hassane Tlili

Journaliste spécialisé
dans les questions agricoles et environnementales.

Brèves

L'Espagne et l'Italie s'associent pour promouvoir la diète méditerranéenne à l'Unesco

Le 11 mars 2008, à l'occasion de la foire « *Alimentaria 2008* » de Barcelone, les Ministres espagnols et italiens de l'Agriculture, respectivement Mme Elena Espinosa et M. Paolo De Castro, ont appelé à l'inscription de la diète méditerranéenne comme patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, dans une déclaration commune rédigée à cet effet. Celle-ci s'articule autour de deux axes majeurs intitulés « *Pour une défense plus efficace de la diète méditerranéenne et de la qualité de ses produits* » et « *Pour une agriculture méditerranéenne plus forte et plus compétitive* ». Cette démarche s'inscrit dans la poursuite du message fort lancé un mois auparavant à Saragosse par les ministres de l'Agriculture des 13 pays membres du CIHEAM dans leur déclaration finale. Paolo De Castro a souligné que le modèle alimentaire méditerranéen, reconnu pour ses qualités sanitaires et qui à travers les siècles a contribué à façonner une identité culturelle et gastronomique commune dans cette région du monde, « *doit être préservé et protégé* ». La candidature de la diète méditerranéenne à l'Unesco est aujourd'hui principalement portée par quatre Etats riverains : l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Maroc. Ces pays ont constitué des groupes de travail afin d'établir un dossier stratégique (facteurs culturels, historiques, écologiques, alimentaires, sociaux et sanitaires) justifiant les motivations d'une telle candidature auprès de l'agence culturelle des Nations-Unies. Une fois finalisé, ce rapport sera transmis aux autorités compétentes de l'Unesco, qui pourrait faire part de sa décision définitive avant l'hiver 2008-2009. Le Ministre italien a précisé au cours de son intervention qu'une conférence à Rome pourrait être organisée avant l'été 2008 pour présenter les grandes lignes composant le dossier de la candidature.

Tunisie : distinctions pour des innovations en matière de développement durable

Plusieurs chercheurs tunisiens viennent de se faire distinguer par des innovations qui répondent toutes à un triple objectif : augmenter les rendements agricoles, rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et préserver l'environnement. C'est, par exemple, le cas de nouvelles techniques de micro-irrigation conçues par Chehbani Bellachhab, chercheur à l'Institut des Régions Arides (IRA) de Médénine. Il s'agit de techniques permettent d'emmagasiner l'eau à l'intérieur du sol, de la protéger contre l'évaporation et de toute autre forme de dilapidation, d'alimenter les nappes phréatiques et les racines des végétations pendant une période pouvant durer quatre ans. A l'IRA de Médénine également, une équipe de chercheurs vient de donner naissance par insémination artificielle, et ce pour la première fois en Tunisie, d'un outardeau. C'est un exploit d'autant plus important que la reproduction naturelle de l'outarde en captivité est presque impossible, soutiennent les membres de l'équipe distinguée. Parmi les autres chercheurs distingués, Ammed Namsi qui travaille au Centre régional de Recherche en Agriculture oasienne de Tozeur mérite vraiment une mention spéciale parce qu'il est jeune et qu'il vient de démontrer, pour la première fois à travers une thèse de doctorat, l'efficacité d'une technique permettant le dépistage précoce des feuilles cassantes des palmiers dattiers des oasis tunisiennes. Un dernier mot enfin à propos d'Abdelhafidh Hemissi, un ingénieur agricole spécialisé dans l'élevage bovin. Il a mis au point une nouvelle composition de fourrage naturel économique à haut rendement favorisant une amélioration sensible de la production de lait.

Lancement de l'évaluation mondiale des forêts

Afin d'apporter une nouvelle contribution au débat sur le changement climatique, l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) vient de lancer un ambitieux programme de recherche afin d'évaluer la situation mondiale des ressources forestières en 2010 (*Global Forest Resources Assessment 2010*). Ce recueil de données, qui existe depuis le milieu du XXème siècle, regroupe une série d'informations sur l'étendue, la composition, la gestion et l'évolution des forêts de la planète. A l'occasion de cette annonce, la FAO a rappelé que le couvert forestier mondial s'élevait actuellement à 4 milliards d'hectares, soit environ 30% des surfaces émergées du Globe. Parallèlement, et même si des progrès semblent être faits depuis quelques années, le Monde voit toujours disparaître quelques 200 km² de forêts chaque jour. Comme l'a indiqué M. Jan Heino, sous-directeur général de la FAO pour le département des forêts, l'évaluation de 2010 aura d'ailleurs pour objectif de « *mesurer l'impact de la déforestation sur le changement climatique ainsi que le rôle des forêts dans l'atténuation de ses effets* ». De nombreuses enquêtes seront donc conduites par plus de 200 experts internationaux avec l'appui des autorités nationales des 172 pays impliqués. La télédétection sera l'une des nouvelles techniques utilisées pour recueillir des informations. Enfin, il est prévu que l'évaluation 2010 apporte de plus précises connaissances quant à la diversité biologique des forêts.

Medroplan

L'IAM Zaragoza organise, dans le cadre du projet Medroplan-MEDA Water, une conférence internationale du 12 au 14 juin 2008 sur le thème des échanges scientifiques et techniques concernant les outils de gestion de la sécheresse.

Cette conférence sera ponctuée par une visite guidée de l'Exposition internationale sur l'eau et le développement durable qui se déroule à Saragosse durant tout l'été 2008.

Informations

www.iamz.ciheam.org/medroplan/zaragoza2008

Publications

OCDE-FAO, « *Perspectives agricoles 2007-2016* », 13^{ème} édition, Rapport conjoint OCDE-FAO, Paris (France), janvier 2008.

ISMEA-IAM Bari, « *Il biologico nel Bacino del Mediterraneo : politiche, normative, mercati per un'agricoltura di qualità* », Rapport ISMEA-IAM Bari, Italie, mars 2008.

Jean-Paul Charvet, « *L'agriculture mondialisée* », La Documentation française, dossier n°8059, Paris (France), octobre 2007.

INEA, « *Atlante nazionale delle aree a rischio di desertificazione* », INEA, Roma (Italy), 2008.

Eurostat, « *Euro-Mediterranean Statistics* », 2007 Edition, office for official publications of the European Communities, Luxembourg (Luxembourg), February 2008.

Banque mondiale, « *Les indicateurs du développement dans le Monde 2008* », Rapport annuel, Banque mondiale, Washington (USA), avril 2008.

Joachim Von Braun, « *World Food situation : new driving forces and required actions* », IFPRI Food Policy Report, Washington (USA), December 2007.

United Nations World Food Programme, « *Hunger and Health in 2007* », UNWFP Report, Earthscan edition, London (United Kingdom), December 2007.

Alex Evans, « *Rising food prices: drivers and implications for development* », Chatham House briefing paper 08/01, London (United Kingdom), April 2008.

Agenda

12-16 mai 2008 – Bonn (Allemagne)

Planet Diversity 2008, Congrès mondial sur l'avenir de l'alimentation et de l'Agriculture, organisé notamment par l'International Federation of Organic Agriculture Movements ([information](#)).

14-17 mai 2008 - Hammamet (Tunisie)

Conférence internationale sur la santé animale et le changement climatique, organisée par les autorités tunisiennes en partenariat avec plusieurs organisations régionales ([information](#)).

22-23 mai 2008 - Paris (France)

Colloque international sur les mondes agricoles en politique, organisé par l'Association Française de Science Politique, en partenariat avec le CEVIPOF, l'INRA et le CIHEAM ([information](#)).

30 mai - 6 juin 2008 – Varsovie (Pologne)

38^{ème} Congrès mondial de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), sur le thème « Oeuvrons ensemble pour la rentabilité, la durabilité et le développement » ([information](#))

3-5 juin 2008 – Rome (Italie)

Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement climatique et des bioénergies, organisée par la FAO ([information](#))

9 juin 2008 - Rome (Italie)

Première rencontre des Journées d'études méditerranéennes consacrées à la sécurité alimentaire, organisées par l'Institut méditerranéen de certification (IMC) et le consortium RIFOSAL, en partenariat avec le CIHEAM.

14 juin - 14 septembre 2008 - Saragosse (Espagne)

Exposition Internationale sur l'eau et le développement durable, Zaragoza 2008 ([information](#))

1-4 septembre 2008 - Montpellier (France)

13^{ème} Congrès mondial de l'eau, concernant les changements globaux et ressources en eau face à des pressions toujours plus nombreuses et diversifiées" ([information](#))

Mediterra 2009

Du 8 au 10 mai 2008, le Comité de pilotage et les experts mobilisés à la préparation du prochain rapport annuel du CIHEAM se réunissent à l'IAM de Bari.

Mediterra 2009 portera sur les indicateurs de développement durable en milieu rural au sein des pays méditerranéens.

La construction de ce rapport est en cours grâce au partenariat établi entre le CIHEAM et le Plan Bleu pour réaliser l'édition 2009 de Mediterra.

Ce rapport aura notamment pour but d'apprécier les progrès effectués pour mettre en œuvre les objectifs de la Stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD).

Observatoire méditerranéen du CIHEAM

Dernières publications majeures

Notes d'analyse du CIHEAM

- *Le droit international de l'eau, état des lieux*, Anna Poydenot, n°29, février 2008.
- *Vers un développement de l'agriculture biologique en Méditerranée*, Lina Al-Bitar, n°30, mars 2008.
- *Analyses des filières lait en Italie et en Tunisie*, Hicham Essadkaoui & al., n°31, avril 2008.
- *L'aquaculture en Egypte*, Ahmed Nassr-Alla, n°32, avril 2008.

Notes d'alerte du CIHEAM

- *The Aquastress project*, Mladen Todorovic, n°43, février 2008.
- *La politique agricole commune et sa réforme*, Jean-François Drevet, n°44, mars 2008.
- *Les caractéristiques de l'alimentation méditerranéenne*, Martine Padilla, n°45, avril 2008.

NewMedit

- Synthèse du numéro 01/2008 de la revue, mars 2008.

Lettre de veille du CIHEAM

- Lettre de veille n°04, « *L'aquaculture en Méditerranée* », Hiver 2008.

* * * *

Observatoire du CIHEAM

Un instrument d'analyse et de débat
sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée

Version française

www.ciheam.org/observatoire/

Version anglaise

www.ciheam.org/uk/observatoire/

Nous contacter

observatoire@ciheam.org

La Lettre de veille

Chaque trimestre, le
CIHEAM publie sa Lettre
de veille en anglais et
en français.

Le prochain
numéro paraîtra
en septembre 2008.

Pour recevoir
la Lettre de veille,
écrire à
observatoire@ciheam.org